

L'Eglise réformée veut répertorier ses abus sexuels et spirituels

Suisse ► L'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) veut faire la lumière sur les abus sexuels en son sein. Son parlement a chargé le Conseil de l'EERS de faire réaliser une enquête scientifique sur cette question.

L'étude de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) devrait être présentée à la fin 2027. Elle doit traiter de manière indépendante des abus sexuels et spirituels survenus dans le contexte des Eglises réformées ainsi que des conditions structurelles propres à ce contexte. Le synode a également approuvé un crédit pou-

vant aller jusqu'à 250 000 francs pour ce projet, a indiqué le porte-parole de l'EERS, Stephan Jütte. Il l'a accepté par 61 voix contre une et deux abstentions. Sur son site internet, l'EERS définit l'abus spirituel comme le fait d'influencer une personne afin de la rendre dépendante tant psychologiquement que spirituellement. «Cet abus d'autorité est un abus de l'autorité religieuse», écrit-elle.

Avec cette décision, l'EERS entend à son tour faire la lumière sur les abus qui gangrènent plusieurs institutions religieuses. En septembre 2023, une étude de l'université de Zurich avait

L'EERS entend à son tour faire la lumière sur les abus qui gangrènent plusieurs institutions religieuses

montré que des prêtres et des religieux catholiques avaient commis plus d'un millier d'abus sexuels en Suisse depuis le milieu du XX^e siècle. La publication de ce document avait provoqué une vague de départs au sein de l'Eglise catholique, mais aussi chez les réformés. Depuis, le nombre de personnes quittant l'Eglise a fortement diminué, selon les chiffres publiés en septembre dernier par l'Institut suisse de sociologie pastorale (SPI).

L'appel d'offres qui sera lancé n'impose pas de méthode à l'étude et demande un travail interdisciplinaire. Un

groupe d'accompagnement composé de représentants des victimes, d'experts et de délégués des Eglises devra suivre l'appel d'offres et l'attribution du mandat. Le crédit accordé pour cette étude est largement inférieur à l'enveloppe de 1,6 million de francs qui avait été envisagée l'an dernier. L'EERS estime que son étude apportera «un complément pertinent» au mandat de recherche lancé par la Confédération sur les abus sexuels dans différents espaces de socialisation, tels que les Eglises, les écoles, les familles et les organisations de loisirs.

ATS

L'aumônerie musulmane reste balbutiante en Suisse. Deux chercheuses ont enquêté sur le modèle hospitalier genevois. Efficace pour apaiser des tensions, dévoué, mais précaire

Un besoin de professionnalisation

DOMINIQUE HARTMANN

Aumônerie ► Léguer ses d'organes? Accepter un arrêt thérapeutique? Prier dans sa chambre d'hôpital? Toutes ces questions, qui touchent aux convictions ou aux traditions spirituelles, se posent en contexte hospitalier, en particulier en soins aigus. Les aumôneries sont là pour accompagner les personnes de différentes traditions dans leurs questionnements existentiels et religieux. Et parfois pour gérer les frictions qui peuvent émerger dans des situations où les propositions de traitement médical heurtent les représentations religieuses ou les espoirs thérapeutiques de la famille. Mais les dispositifs d'accompagnement spirituel musulman sont encore balbutiants dans de nombreux cantons, alors que la population musulmane de plus de 15 ans représentait en 2023 6% de la population de Suisse. Des chercheuses se sont intéressées au modèle genevois, opérationnel depuis 2006, et véritable exception romande, qui apparaît comme un modèle de bonne pratique. Leur étude pointe néanmoins la précarité du statut des intervenant-es et la nécessité de la professionnalisation.

En Suisse, les cantons ont pour tâche d'organiser l'exercice de la liberté de conscience et de croyance, ce qui se traduit par la mise à disposition de services d'aumônerie, notamment dans les hôpitaux ou les établissements de détention. Ces prestations sont majoritairement assurées par des équipes chrétiennes, dans une optique universaliste. Or, bien que les aumôneries chrétiennes «fassent un boulot formidable», souligne l'une des coautrices de l'étude Mallory Schneuwly Purdie, «leur ancrage chrétien ne leur permet pas de répondre aux besoins spirituels de tous les patients». A ce jour en Suisse romande, «plusieurs hôpitaux et prisons ont simplement établi des listes avec les coordonnées d'imams et d'associations musulmanes auxquels il est fait appel en cas de besoin». C'est le cas notamment dans le canton de Vaud. «Mais la question de l'adéquation de l'offre proposée aux besoins du terrain se pose de plus en plus.» Le modèle associatif genevois



Les dispositifs d'accompagnement spirituel musulman sont encore balbutiants dans de nombreux cantons, alors que la population musulmane de plus de 15 ans représentait en 2023 6% de la population de Suisse. KEYSTONE

apparaît comme le plus structuré. «Il pose des jalons pour l'élaboration d'une aumônerie institutionnalisée capable de répondre aux besoins des équipes soignantes et de la patientèle», salue la chercheuse du Centre suisse islam et société (CSIS).

Interroger le sacré

La démarche est née à Genève il y a une trentaine d'années à l'initiative de médecins musulmans qui identifiaient chez leurs coreligionnaires hospitalisés des besoins spécifiques. En particulier aux soins intensifs ou palliatifs, mais aussi en néonatalogie. Mallory Schneuwly Purdie cite l'exemple d'une maman qui refusait que l'équipe soignante arrête l'assistance médicale pour son enfant dont le pronostic vital était très faible. Un enjeu difficile à cerner où l'expertise de l'aumônier s'est révélée déterminante: «Son enfant n'étant pas circoncis, elle avait le sentiment de le condamner à l'enfer, en plus de lui enlever la vie...»



«La question de l'adéquation de l'offre proposée aux besoins du terrain se pose de plus en plus»

Mallory Schneuwly Purdie

Le don d'organes fait aussi partie de ces questions clés où l'accompagnement de l'aumônerie peut jouer un rôle essentiel. Les chercheuses rapportent ce cas où un jeune enfant, victime d'un accident domestique, a été déclaré en état de mort cérébrale. Les médecins envisagent alors un prélèvement d'organes pour sauver la vie d'un autre petit. Pour accompagner la famille dans sa décision, l'aumônier explique alors que le don d'organe, lorsqu'il permet de sauver une vie, peut être compris comme une forme de *sadaqa* (un acte de générosité et de solidarité à valeur spirituelle). Ce n'est pas le corps en soi qui est sacré, rappelle-t-il, mais l'âme, qui retourne à Dieu, tandis que le corps peut encore servir à faire le bien ici-bas.

L'accompagnement spirituel ne concerne pas les cas aigus uniquement mais l'état de santé global, défini par l'Organisation mondiale de la santé comme «un état de complet bien-être phy-

sique, mental et social». Depuis l'adoption de la loi sur la laïcité de l'Etat genevois, en 2018, des patient-es se demandent ainsi s'il est possible d'écouter des chants religieux, de garder un chapelet à proximité de leur lit ou encore de réaliser leurs prières quotidiennes dans leur chambre. Concrètement, expliquent les aumônier-es, les patient-es sont autorisées à accéder à leurs ressources spirituelles personnelles pour autant que cela ne perturbe pas l'environnement hospitalier (soignant-es et patient-es), par exemple en utilisant des écouteurs lorsque d'autres personnes partagent leur chambre.

La professionnalisation, un élément clé

L'association Aumônerie musulmane de Genève (AMG) dispose depuis 2007 d'une convention de partenariat pour intervenir aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Si l'AMG est membre de l'Union des organi-

sations musulmanes de Genève (UOMG), ce qui assure son ancrage dans la communauté, elle en est totalement indépendante. Aujourd'hui, l'équipe est composée de deux femmes et d'un homme.

Leur travail est très prenant, comme l'écrit l'une d'elles: «On sait à quelle heure on entre à l'hôpital, on ne sait jamais quand on va en sortir.» Pour répondre aux urgences, ces intervenant-es tentent en outre d'être disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. En novembre 2024, l'une des aumônières indique avoir travaillé quelque septante heures, entre accompagnements et charge administrative. Le tout bénévolement, alors que les aumôniers et aumônières chrétiennes agissent, en général, dans le cadre d'un ministère salarié.

La question de la professionnalisation pose celles de la rémunération et de la formation, notamment pour prévenir des asymétries de pouvoir entre services d'aumônerie. Le CSIS propose une formation consacrée à l'accompagnement spirituel musulman dans les institutions publiques, que l'une des aumônières a d'ailleurs suivie. La Suisse ne disposant pas de cursus universitaire complet en théologie islamique, les aumôniers de l'AMG se sont formés selon d'autres modalités.

Pistes de réflexion?

Si les HUG offrent à l'AMG certains appuis logistiques, le modeste budget de l'association constitue une limite tangible à l'action de l'aumônerie, estiment les chercheuses. En l'absence d'un modèle de financement structurel, la formation continue reste par exemple à la charge des intervenant-es.

De leur côté, les HUG cherchent à optimiser la prise en compte de la spiritualité des patients. «Dans une situation paradoxale où cohabitent sécularisation des institutions et l'importance de la spiritualité dans les trajectoires des patient-es», ils pourraient trouver dans cette enquête des pistes de réflexion pour définir la mise en œuvre de cette pratique, observe Mallory Schneuwly Purdie. I

Mallory Schneuwly Purdie et Claire Robinson, *Faire de l'aumônerie musulmane un métier*, CSIS, 2025